

Monsieur l'Orateur, je ne crains pas de dire que quiconque a des sentiments d'humanité et une vue du monde, avec une certaine connaissance de l'économie, conviendra avec M. Lloyd-George que ce dont le monde a le plus besoin aujourd'hui dans le domaine économique, c'est le rétablissement du commerce international. Puis-je citer une seule phrase de ce grand politique qui, pendant quinze ans, a été au pouvoir dans une partie ou l'autre de l'administration du Royaume-Uni, et qui est présentement premier ministre de ce pays-là? J'ai déjà rappelé ces paroles à cette session dans mes commentaires sur l'Adresse:

Si le commerce international nous manque, je ne me soucie pas de ce que vous ferez; il ne vous restera plus en partage que ruine et dénuement.

Ces paroles sont très concises, très énergiques, et je voudrais les graver dans le cerveau de tous les hommes prévoyants, non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Pour ce motif, nous faisons bon accueil à ce projet de résolution et nous l'appuierons.

Le ministre des Finances a déclaré, en commençant son discours, qu'il ne citerait pas de longues listes de droits. Je me demande si c'était un lardon à l'adresse du député de Queen-et-Shelburne (M. Fielding); mais, quoi qu'il en soit, ce projet était aussi inexact que ses arguments étaient fallacieux, car il a poursuivi et, bientôt à bout de raisons, il a cité des listes de droits plus longues que celles du député de Queen-et-Shelburne. Quant à moi, j'éviterai de marcher sur leurs traces, et je ne soufflerai mot des droits spécifiques.

Le ministre des Finances a posé à ce côté-ci de la Chambre une question très piquante. "Ne commerçons-nous pas assez avec les Etats-Unis?" a-t-il demandé. Eh bien, ma réponse est très catégorique: non. Nous ne commerçons pas assez avec les Etats-Unis; nous ne commerçons pas assez avec les Etats-Unis; nous ne commerçons pas assez avec les Etats-Unis; nous ne commerçons pas assez avec les Etats-Unis; nous ne commerçons pas assez avec les Etats-Unis; nous ne commerçons pas assez avec les Etats-Unis. Allons donc, les sources de la richesse internationale dans les pays civilisés sont très faciles à expliquer. Les nations s'enrichissent en proportion de leur production de surplus de richesse et de l'échange de ces surplus entre elles. Le commerce international est l'échange des surplus de richesse.

[M. Clark (Red-Deer).]

C'est là une vérité que ne sauraient nier ceux qui connaissent les premiers éléments de l'économie; de sorte que, lorsque nous produisons au Canada 300 millions de boisseaux de blé et que, n'en consommant que 60 millions, nous en avons 240 millions à expédier à l'étranger, qu'arrive-t-il? Lorsque je reviens de l'Ouest, dans une année comme celle-là, je vois le sourire fixé sur les lèvres de tous les marchands de l'Est parce que, dans leur langage, nous avons eu une bonne année. Mais la raison réelle de ce sourire, c'est que nous avons accru notre production et que nous sommes sûrs d'augmenter notre commerce dans la même mesure. Voilà ma réponse à mon honorable ami — nous ne commerçons pas assez.

A ce sujet, qu'il me soit permis de signaler simplement qu'il règne beaucoup de confusion dans les esprits au sujet de la valeur des exportations et de la valeur des importations dans les échanges internationaux. Dans les opérations purement commerciales, les exportations et les importations doivent se contre-balancer. Lorsqu'il se produit ce que nous appelons une balance défavorable de commerce, elle provient de causes complexes dont je parlerai peut-être tantôt.

C'est là la deuxième question que le ministre des Finances s'est posée. "Que pensent les députés de la gauche", disait-il, "d'une balance défavorable du commerce entre les Etats-Unis et le Canada?". Eh bien, j'apprendrai à mes honorables amis du Gouvernement quelle est mon idée d'une balance défavorable du commerce. Tout d'abord, je pense qu'il faut l'attribuer à des causes économiques dont la principale est que nous empruntons énormément aux Etats-Unis.

En deuxième lieu, je suis d'avis que la politique du présent ministère a été une cause efficiente de cet état de choses, car il a été un fort emprunteur. Troisièmement, je crois que la meilleure manière de changer une balance défavorable, c'est de cesser d'emprunter en tant que nation. Mes idées sur cette question ne sont pas neuves; les inconvénients que le monde éprouve à ce sujet ne sont pas nouveaux. Ces inconvénients étaient aussi grands sur le globe, il y a un siècle, lorsque Huskisson, le plus célèbre économiste du parlement de la Grande-Bretagne à l'aurore du dix-neuvième siècle, et l'un des plus grands politiques, a énoncé les principes reconnus jusqu'à ce jour par tous les économistes.

Nous achetons des Etats-Unis plus que nous leur vendons parce que nous emprun-